

Les ravages du néolibéralisme

«Les primaires démocrates se passent à l'ombre du néolibéralisme», soutient David Coates de l'Université américaine de Wake Forest^(*).

Hillary Clinton et Bernie Sanders seraient-ils adeptes des thèses économiques défendues avec succès par Ronald Reagan aux Etats-Unis et Margaret Thatcher au Royaume-Uni ?

Le néolibéralisme, qui préfère les marchés aux gouvernements dans l'allocation des ressources, a triomphé au cours des trois dernières décennies des deux côtés de l'Atlantique. Pour rappel, sa préconisation –dans la seconde moitié des années 1970 – a marqué une rupture révolutionnaire avec une orthodoxie antérieure liée aux recettes de John Maynard Keynes et à la politique du New Deal.

Le raz-de-marée aurait été si fort que démocrates et travaillistes se rallient aux thèses néolibérales pour «retrouver» les électeurs de Thatcher et Reagan.

Sous la direction de Bill Clinton aux États-Unis et de Tony Blair au Royaume-Uni, les acteurs de centre-gauche ont abandonné leurs vues et leurs objectifs progressistes pour la nouvelle orthodoxie conservatrice. Ils ont renoncé à «taxer et à dépenser» par adhésion aux nouvelles options sous différentes appellations : «nouveaux démocrates centristes», «New Labour», etc.

«Pour Bill Clinton et Tony Blair, être progressiste dans les années 1990 signifiait être un reaganien plus civilisé et un bienveillant thatchérien».

Le Soir sur Internet :
http://www.lesoirdalgerie.com
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

Concrètement, cela signifiait prendre pour acquis les pratiques néolibérales fondamentales qui incluent une faible fiscalité pour les entreprises et les ménages afin d'encourager l'innovation, l'investissement et la création d'emplois ; un rétrécissement du filet social pour «éviter le bien-être de dépendance et accroître l'incitation au travail ; une déréglementation des marchés du travail par l'affaiblissement des syndicats ; la privatisation des industries et des entreprises publiques et l'ouverture des organismes publics aux forces du marché. La recette a fait florès jusqu'à la fin de 2008 et le début de 2009, lorsque le monde de l'économie renoue subitement avec «la gestion keynésienne de la demande, les grandes injections de dépenses publiques et la supervision étroite du système bancaire».

Hillary Clinton et Bernie Sanders incarneraient aujourd'hui deux approches opposées dans le camp démocrate : l'une modérée, l'autre plus marquée à gauche.

Au menu de l'approche modérée figure un maintien de la demande par la dépense et l'endettement publics, des mesures de prévention de nouvelle crise financière par une «stricte surveillance financière», le développement des infrastructures (appel aux dépenses publiques pour moderniser les routes, les ponts, le transport ferroviaire et internet), un impôt progressif «pour réduire les inégalités excessives et répartir le coût de la protection sociale», davantage de droits au travail, à la garde des enfants et au congé parental payé pour les femmes et pour les minorités, le cap résolu sur une politique de l'énergie sans carbone.

La ligne radicale préconise plus de droits pour les syndicats et une

hausse conséquente du salaire minimum et de la protection sociale, l'assèchement systémique des sources de la pauvreté, la «déconstruction» du système d'incarcération de masse et la dépénalisation de la consommation de cannabis, moins de dépenses militaires et de guerres à l'étranger.

Cette seconde option trouve un plus grand écho de nos jours au sein du Parti travailliste britannique, sous le leadership de Jeremy Corbyn, avec à bien des égards Bernie Sanders comme équivalent aux Etats-Unis.

Pour l'auteur de l'étude, les «défis prévisibles» pour la favorite des sondages, Hillary Clinton, sont doubles. Elle doit d'abord s'affirmer par rapport au mandat de son époux et conseiller attitré Bill Clinton : ses adversaires républicains s'appuieront sur l'infidélité de Bill et, éventuellement, «la corruption financière ou pire». Donald Trump le fait déjà en qualifiant inlassablement son adversaire démocrate de «malhonnête».

«La publication d'un rapport très critique de l'inspecteur général du département d'Etat sur le recours par Hillary Clinton à un serveur privé de messagerie pour communiquer lorsqu'elle était à la tête de la diplomatie américaine (2009-2013), a apporté de l'eau au moulin de Donald Trump, des républicains et de la majorité d'Américains qui considèrent que la démocrate n'est pas digne de confiance», a rapporté l'AFP ce mercredi.

Si elle arrive à surmonter ces écueils, il lui restera à «débloquer» la politique économique du Président Obama, réduit à faire de la figuration par un Congrès à majorité républicaine à la fin de son mandat.

La peur de la gauche démocrate



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

peut pousser Clinton vers des options «radicales» juste pour se rallier les voix de Sanders, le temps de s'installer à la Maison Blanche et renouer avec les républicains néolibéraux à la manière de la première présidence Clinton.

«Rassurer ses partisans progressistes qu'elle ne fera pas cela (de revirement – ndlr) est donc une tâche vitale pour elle, d'ici à novembre (...) parce que la grande majorité de ceux qui sont mobilisés pour Sanders agissent comme des fantassins disposés à sauver l'Amérique d'une présidence de Trump. Et elle aura besoin de ces fantassins», conclut David Coates.

A. B.

(*) David Coates, *Democratic Primaries In The Shadow Of Neoliberalism*, Social Europe, 20 mai 2016, <https://www.socialeurope.eu/2016/05/democratic-primaries-shadow-neoliberalism/>

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam



Depuis McEnroe, les contestations d'arbitres au tennis ont diminué !

L'Algérie ! Des brouilleurs au bac, et des...

... décodeurs au Conseil des ministres !

C'est donc aujourd'hui que devrait se tenir le Conseil des ministres. Un Conseil largement consacré à la «Haute Instance Nationale Indépendante pour la Surveillance des Elections». Ah ! Les instances et commissions de surveillance de nos élections. Une longue, une délicieuse et si étonnante saga que celle-là ! Avec une régularité frisant la schizophrénie à tendance répétitive-dépressive, nos chers, nos très chers, nos extrêmement coûteux dirigeants nous jurent à chaque scrutin que l'instance mise en place sera réellement indépendante et suffisamment regardante pour faire reculer la méchante fraude électorale au-delà de nos frontières enfin sécurisées. Alors, question de logique : si à la veille d'une présidentielle ou d'une législative on nous susurre que cette «fois-ci, ça ne sera pas pareil que la fois précédente» en quoi la «Haute Instance Nationale Indépendante pour la Surveillance des Elections» dont le Conseil des ministres de ce jour va parler

sera différente ? Peut-être parce que ce mardi, on a pris soin de lui ajouter l'adjectif «Haute». C'est important ! Je n'ai pas le souvenir qu'une commission électorale antérieure ait bénéficié de ce privilège de la hauteur. Quand t'es situé plus haut, tu peux mieux observer, mieux surveiller, c'est une règle de la physique et du champ de vision. Prenez les juges-arbitres au volley-ball et au tennis. Ils sont toujours juchés sur des échelles hautes et dominant les débats. Mis à part McEnroe et son caractère de cochon – et encore ça remonte à loin – c'est rare les contestations d'arbitre au tennis. Encore plus rare au volley. Donc, je confirme. Cette fois-ci, c'est différent grâce à ce label «Haute». Pour le reste, je ne vois pas de grand changement. Y a encore cette année cet autre adjectif déjà usité : «Indépendante». Mais, là, bien sûr, c'est un détail. Un point de détail dans l'histoire passionnante de la saga des instances et commissions de surveillance des scrutins algériens. Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar, même observé, même surveillé de haut, continue.

H. L.